



Photographies ©Julien Brygo

Prière de ne pas informer

Le sort des réfugiés qui s'échouent à Dunkerque « n'intéresse pas les lecteurs », explique *La Voix du Nord*, qui préfère les abreuver d'articles sur le marronnier du carnaval.

On est à Dunkerque, mais on se croirait à Tijuana. Le vrombissement incessant des camions fend un paysage barré de grillages et de barbelés, posés le long d'une frontière jouissant du dernier cri de la détection humaine – sondes thermiques, sondes à oxygène, détecteurs de battements de cœur. Des travailleurs migrants et des rescapés de guerre bravent chaque jour cette muraille maritime défendue comme la Banque de France pour atteindre la Grande-Bretagne et le paradis de ses bureaux d'embauche.

Marquage au feutre

Dans l'enceinte du troisième port de France, on ramasse les cadavres d'exilés au gré des aires de repos, le long de l'A16 en direction de Calais, dans les dunes du littoral ou dans les nombreux camps de survie que l'on rase ici et qui se reconstruisent là-bas. De temps en temps, la presse nationale relaie « la mort tragique » d'un migrant qui tentait de passer la Manche en s'accrochant aux essieux d'un camion. Mais la presse locale est plus discrète. « *Les migrants du port de Dunkerque, on a déjà fait un sujet il y a trois mois. On ne va pas faire de papier tout de suite. Ça n'intéresse pas les lecteurs* », rétorquait en mai 2006 Didier Dupuis, chef de l'agence dunkerquoise de *La Voix du Nord*, à un pigiste qui lui proposait un reportage. Pas vendeur, trop dramatique. Les noces d'or, les fêtes rurales ou les retombées touristiques d'une comédie à succès, voilà des sujets solides.

Pour suivre l'odyssée des réfugiés de Dunkerque, il suffit pourtant de consulter les courriers électroniques de l'association Salam, créée en 2002 après la fermeture du hangar de la Croix-Rouge à Sangatte. Exemple, le 26 juin 2007 : « *Situation à Loon-Plage : 22 personnes en deux groupes. La plupart des personnes sont là depuis plus d'un mois. [...] Pour mardi, il faut absolument amener une paire de chaussures taille 40, il y a un jeune qui vient d'arriver (environ 15 ans) qui est quasiment pieds nus.* » Ou le 20 juillet : « *Une cinquantaine de personnes, il y a beaucoup de nouveaux (Kurdes et Afghans). Distribution de soupe, pain, boîtes de légumes, thé et couvertures. Ils nous disent ne pas avoir*

mangé depuis quatre jours et semblent effectivement très affamés. » Ou le 19 décembre : « *Manque de toiles de tente et de couvertures pour les Palestiniens qui sont plus nombreux maintenant. Ils nous demandent des gants et des blousons, certains n'ont rien.* »

Trop répétitif ? Le 30 janvier 2008, Salam délivre une information susceptible de briser la routine du localier : « *Surprise, une cinquantaine de personnes reviennent d'un contrôle de police. Elles sont marquées d'un chiffre au marqueur sur la main. Pourtant le sous-préfet nous avait garanti à la conférence d'Emmaüs que la police ne marquait pas les migrants. Nous sommes six à l'avoir constaté.* » Mais ce constat ne sera pas repris. Marquer les étrangers comme du bétail constitue pourtant un procédé intéressant. Quand la police aux frontières (PAF) doit maximiser ses chiffres pour complaire au ministre de l'Identité nationale, elle n'a plus qu'à trier en regardant les mains. En janvier, environ 250 migrants ont été arrêtés à Dunkerque.

Le même mois, l'édition locale de *La Voix du Nord* consacrait 27 articles au carnaval de Dunkerque et 47 aux faits divers, tandis que 2 articles seulement traitaient de la chasse aux réfugiés. Le premier faisait état de la visite d'Hélène Flautre, députée européenne (Verts), le second relayait

benoîtement les plaintes de la PAF sur « *le manque de moyens pour accomplir sa mission* ». Il est vrai que les hélicoptères dont elle dispose pour traquer le va-nu-pieds ne sont pas équipés d'un minibar. Au passage, les gardiens de la frontière profitent du micro qui leur est tendu pour réclamer l'ouverture d'un poste de la PAF « *au terminal transmanche de Loon-Plage* ». Un choix judicieux, puisque c'est l'un des principaux lieux de campement des migrants qui, à défaut de chaussures, disposeraient ainsi d'une police de proximité. Dans *La Voix du Nord*, les hommes et les femmes qui fuient l'Irak, l'Afghanistan, l'Érythrée ou la Palestine sont invariablement qualifiés de « *clandestins* », jamais de « *travailleurs* » ou de « *réfugiés* ».

Citizen Ch'ti

La Voix du Nord peut se permettre quelques impasses. Ayant fait main basse sur tous les titres de presse du Nord-Pas-de-Calais, elle ne craint plus la concurrence. Avec près d'« *un million et demi de lecteurs quotidiens sur quatre millions d'habitants* », la holding Voix du Nord Investissement (propriété du groupe belge Rossel) se targue d'être « *le premier groupe de communication au nord de Paris* ». Dans le Dunkerquois, le groupe a absorbé les trois petits hebdomadaires du



cru, *Le Journal des Flandres*, *L'Indicateur des Flandres* et *Le Phare dunkerquois*. Françoise, une militante de Salam, a tiré un trait sur la presse locale, à l'exception du *Phare dunkerquois*. « *La Voix du Nord parle peu des migrants de Loon-Plage, sauf quand des passeurs sont jugés ou quand il y a un accident grave, c'est-à-dire quand il y a du sensationnel. Il ignore totalement la manière dont les migrants survivent, d'où ils viennent, qui ils sont ou comment la population peut les aider. Pendant les fêtes de fin d'année, des migrants ont fait du porte-à-porte pour trouver à manger sur Grande-Synthe. La Voix du Nord n'en a pas parlé. Parce que ça la fout mal ? Parce qu'il y a des pressions politiques ?* »

« C'est pas notre zone ! »

Les intéressés prennent ces questions avec philosophie. « *Il y a des gens qui dorment dans les dunes et les forêts ? Ah bon ? Mais si on n'en parle pas c'est que c'est pas notre zone ! Des Afghans, des Irakiens ?* » s'esclaffe, incrédule, une jeune journaliste dunkerquoise envoyée pour couvrir la « *Journée mondiale du refus de la misère* » en novembre dernier. « *Ah, mais vous savez, c'est comme ça. C'est pas facile. Ça fait longtemps que Sangatte a été fermé. Je crois qu'il y a une journaliste chez nous qui bosse sur le sujet, je ne suis pas sûre mais je vais me renseigner* », lâche-t-elle avant de couper court : « *Je dois y aller, il y a eu un accident. Au revoir.* »

Un mois plus tard, le préfet vient spécialement de Lille pour « *débattre* » avec le collectif Salam dans un local d'Emmaüs. Il s'engage à mettre fin au tatouage des migrants. Mais aucun journaliste n'est présent pour immortaliser cette promesse qu'il ne tiendra pas. Même les correspondants de presse – ces petites mains non statutaires et sous-payées auxquelles les quotidiens régionaux commandent illégalement de la copie au kilomètre – avaient mieux à faire. Comme ce 27 janvier où, dans son billet quotidien intitulé « *Bonjour* », *La Voix du Nord* s'indigne que « *des fanas de la marche traversent en dehors des clous* ». Le 17 février, le journal s'interroge : « *Mais où sont donc les hommes en uniforme, à ce carrefour si peu stratégique en matière d'infractions routières ? Ils sortent de la friterie. Une petite frite pour la route, ça permet de lever le pied.* » Le 5 mars, il salue l'arrivée du cirque mais dénonce les « *lions qui rugissent la nuit dans les cages stationnées sur le parvis de la salle* ». Le 11 mars, toujours à l'affût, il déplore que « *le vent se soit mis à souffler* », ce qui « *contraint les équipes de tournage à repousser leur travail d'une semaine* ». La liberté de la presse est un combat de chaque jour.